



institut français
du **cheval**
et de l'**équitation**



Appel d'offres ouvert dans le cadre d'une procédure européenne (articles 33- 40-57-58-59 & 77 du Code des marchés publics)

Fabrication d'aliments élaborés pour chevaux

Cahier des clauses particulières N° 53

Année 2015 - 2016

+33 (0)8 11 90 21 31
www.ifce.fr

Service achats

Route de Troche – BP 6
19231 Arnac-Pompadour
achats@ifce.fr



1. Objet du marché.....	2
2. Quantités.....	3
3. Allotissement.....	3
4. Durée.....	3
5. Sites de livraison.....	3
6. Pièces contractuelles.....	3
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents.....	3
8. Modalité de détermination des prix de règlement.....	4
9. Conditions de paiement.....	5
9.1. Délais de paiement.....	5
9.2. Modalités de paiement.....	5
10. Cession ou nantissement de créance.....	5
11. Unité monétaire.....	6
12. Pénalités de retard.....	6
13. Dérogation.....	6
14. Descriptif.....	7
15. Exécution des fournitures.....	10
16. Délais de livraison des aliments.....	10
17. Sursis de livraison – prolongation de délai.....	10
17.1. Sursis de livraison.....	10
17.2. Prolongation de délai.....	11
18. Propriété industrielle et intellectuelle.....	11
19. Gestion générale.....	11
20. Surveillance technique.....	11
21. Garantie technique.....	12
22. Contrôles et réfaction.....	12
23. Modalités de réception des fournitures par la personne publique.....	12
24. Formalités de transport.....	13
25. Confidentialité.....	13
26. Assurance.....	13
27. Résiliation.....	13

28. Droit applicable.....	13
29. Litiges.....	14
30. Dérogations.....	14

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la **fabrication de 2 lots d'aliments élaborés pour chevaux**.

Lot 1 : aliments granulés instruction

Lot 2 : aliments floconnés sport pour l'ENE à Saumur (49)

au bénéfice de l'établissement public national à caractère administratif l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation dans le cadre d'un marché à bons de commande conclu sur prix unitaires.

2. Allotissement

Le présent appel d'offres est composé de deux lots qui donnera lieu à un marché par lot. Chaque candidat pouvant soumissionner pour un ou aux deux lots .

3. Durée

Le marché est conclu pour une durée de 15 mois (01 octobre 2015 au 31 décembre 2016) à compter de sa date de notification. Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins par les bénéficiaires, jusqu'au dernier jour du marché.

4. Sites de livraison

Les bénéficiaires sont les responsables des sites de livraison mentionnés en annexe .

5. Quantités

Les quantités prévisionnelles (minimum et maximum) pour chacun des lots sont précisées en annexe .

6. Pièces contractuelles

Le présent marché, soumis au Code des marchés publics, est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement souscrit par le candidat attributaire du marché et ses annexes éventuelles ;
2. les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le fournisseur ;
3. le règlement de la consultation ;
4. le présent cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. le cahier des clauses techniques particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
6. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG-MI) approuvé l'arrêté du 16 septembre 2009

7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents

La correspondance contractuelle et juridique ainsi que les factures doivent être rédigées en langue française.

8. Modalité de détermination des prix de règlement

Tous les frais connexes (livraison, emballages, douane, etc.) doivent être inclus.

aliments floconnés sport

Les prix sont fixes pour une durée de quatre mois à compter de la notification du marché. Ils sont révisables tous les trimestres suivants. La demande d'ajustement du prix sera présentée à l'agrément du pouvoir adjudicateur préalablement à toute mise en fabrication qui ne débutera qu'une fois connue la décision de la personne publique.

aliments granulés instruction

Les prix sont fixes pour une durée de quatre mois à compter de la notification du marché. Ils sont révisables tous les trimestres suivants. La demande d'ajustement du prix sera présentée à l'agrément du pouvoir adjudicateur préalablement à toute mise en fabrication qui ne débutera qu'une fois connue la décision de la personne publique.

9. Conditions de paiement

Délais de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours, à compter de la réception de la facture et admission des fournitures.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par l'article 5 du titre III du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié par le décret n° 2008-408 du 28 août 2008 modifié par le décret n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013. Le taux des intérêts moratoires sera le taux marginal de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, majoré de huit points .

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

Modalités de paiement

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du cocontractant par le biais d'un mandat administratif.

Une facture sera établie par bon de commande.

La facture, établie en un original , doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- l'identité du bénéficiaire ;
- le nom et l'adresse du créancier ;

- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la fourniture admise ;
- le montant hors TVA de la fourniture livrée ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TVA incluse ;
- le numéro du marché ;
- la date de la commande ;
- la date de livraison ;
- la date de la facturation.

Cession ou nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

Pénalités de retard

En cas de retard par rapport aux délais figurant dans l'échéancier accepté par la personne publique les pénalités seront appliquées comme suit :

En cas de non respect des délais contractuels du fait du cocontractant et par dérogation aux dispositions de l'article 15 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés industriels, le cocontractant encourt sans mise en demeure des pénalités de retard .

Dérogation

L'article 12 du présent Cahier des Clauses Particulières relatif aux pénalités de retard, déroge aux prescriptions de l'article 15 du Cahier des Clauses Administratives Générales Marchés Industriels.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

10. Descriptif

L'ALIMENT GRANULE INSTRUCTION :

Composition :

Les matières premières entrant dans la composition de l'aliment granulé sont les suivantes :

- Céréales : orge, avoine, blé
- Matières premières cellulosiques : luzerne déshydratée (<16%), son de blé
- Mélasse de canne
- Minéraux : sel, carbonate de Ca, phosphate bicalcique
- Vitamines : A, D, E, B1, B2, B6, B12
- Oligo-éléments : Pantothénate de Ca, choline, Cu, Zn, Fe, Se

Caractéristiques nutritionnelles (en Kg Brut)

Humidité	: 12 %	Cellulose brute	: minimum: 14% ; Optimum : 15% ;
Maximum :	16%		
Protéines brutes	: minimum: 8% ; Optimum : 9% ;	Maximum:	10%
Matières Grasses	: 2%		
Phosphore	: 0,42%		
Calcium	: 0,64%		
Na	: 0,41%		
Magnésium	: 0,19%		
Energie (UFC)	: 0,75		
MADC	: 80,0 g		
Cu	: 19 mg		
Zn	: 75 mg		
Fe	: 200 mg		
Se	: 0,6 mg		
VitA		: 11000 UI	
VitD		: 1500 UI	
VitE		: 150 mg	
Vit B1		: 6 mg	
Vit B2		: 10 mg	
Vit B6		: 3,75 mg	
Vit B12	: 0,03 mg		
Panthothénate	: 15 mg		
Choline	: 185 mg		

L'ALIMENT FLOCONNÉ ENE (TYPE SPORT) :

- Composition :

Fraction floconné : 50 %
Fraction granulés : 50 %

A - Matières premières souhaitées :

Grains de céréales entiers (si traitement, le préciser) :

- Avoine
- Orge
- Maïs

b) Fourrage :

- Luzerne (préciser la qualité)
- Foin (préciser le type)

Sous produit de transformation d'oléagineux (impérativement des huilés).

B - Matières Premières autorisées :

Produits cellulosiques et sous-produits de transformation des céréales, total maximum demandé 25% (son de blé compris).

Autres produits :

- Son (maximum 7%)
- Blé (maximum 5 %)
- Caroube
- Mélasse de canne : maximum 4 %

Parmi les matières premières autorisées faisant l'objet d'un pourcentage maximum citées au paragraphe ci-dessus, **seulement une de ces matières premières énumérées peut être retenue.**

C - Matières Premières prohibées (cf. législation en vigueur) :

Farine de poissons - Tourteaux de pépins de raisin - Colza - Arachide - Pomme de Terre
Paille - Cacao - Toute autre forme cellulosique non précisée.

Préciser : Unité de production : tous animaux ou cheval exclusivement
Formule ouverte.

☐ **Ce produit doit être exempt :**

- d'antibiotiques
- de substances toxiques (mycotoxines, pesticides, métaux lourds, dérivés nitrosés, dioxines)
- de substances « dopantes »

Garanties analytiques moyennes :

UFC/Kg (brut) : 0,88
MADC/Kg(brut): 95g

	Taux minimum	Taux optimal	Taux maximum
HUMIDITE		12 %	
CELLULOSE dont Lignine A préciser : Cellulose neutre VAN SOEST NDF (= hemicelluloses + cellulose Van Soest + Lignine) Cellulose acide Van Soest ADF (= cellulose Van Soest + Lignine)	12 % 1 %	13 % 25 %	14 % 3 %
PROTEINES dont Lysine Acides aminés soufrés Préciser la composition des autres acides aminés	11 %	12 % 0,7 % 0,40 %	13 %
MATIERES GRASSES Préciser : L'origine des M.G. L'acidité oléique		4 %	
MINERAUX dont CA P CA/P NA K MG	6 % 0,80 % 0,45 % 0,5 % 0,6 % 0,10 %	 1,7	8 % 1 % 0,55 % 0,6% 1,2 % 0,25 %
Préciser séparément : - Amidon - Sucre			
OLIGO-ELEMENTS (totaux) F CU SE MN ZN I	70 PPM 25 PPM 0,3PPM 50 PPM 80 PPM 0,2 PPM	 30 PPM 0,4 PPM 100 PPM	150 PPM 40 PPM 0,5 PPM 100 PPM 120 PPM 0,4 PPM
VITAMINES A D3 E B1 B2	5000 UI/KG 1000 UI/KG 5 mg/kg 10	10.000m g/kg 100mg/k g	12000 UI/KG 2000 UI/KG 15 mg/kg 20 mg/kg

B12	mg/kg 0,010	0,030
Choline	mg/kg 100	mg/kg 400
Acide pantothérique	mg/kg 4 mg/kg	mg/kg 6 mg/kg
Biotine	0,1 mg/kg	0,2 mg/kg

Les Aliments granulés ne doivent contenir ni issue, ni pulpe et doivent être en accord avec le code des courses et de la FEI.

Seuls sont autorisés les additifs anodins tels que les facteurs nutritionnels : vitamines, oligo éléments, les adjuvants de conservation (sorbates, propionates...) et les agents technologiques (liants, émulsifiants...), les antibiotiques ou facteurs de croissance sont interdits.

La granulation devra être parfaite, homogène et ne pas varier entre les livraisons.

Pour les livraisons en sac (aliment floconné), chaque sac portera une étiquette ou une inscription mentionnant au minimum :

- la nature de l'aliment
- la date de fabrication
- la durée de conservation
- la composition analytique
- le numéro de lot.

Pour les livraisons en vrac, les mentions ci dessus figureront sur le bon accompagnant la livraison.

A la première livraison, le cocontractant devra fournir pour chaque site une mesure étalonnée de 2 litres d'aliments fabriqués.

Exécution des fournitures

Toutes les opérations que comporte l'exécution des fournitures objet du présent marché seront effectuées dans les ateliers du cocontractant ou de tout sous-traitant préalablement accepté par le pouvoir adjudicateur.

Délais de livraison des aliments

Le délai de livraison sera de 10 jours maximum à réception par le fournisseur de la commande.

Sursis de livraison – prolongation de délai

Sursis de livraison

Un sursis de livraison pourra être accordé au cocontractant lorsqu'une cause, qui n'est pas de son fait, met obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels.

Un sursis de livraison a pour seul effet d'écarter, pour un temps égal à sa durée, l'application de

pénalités pour retard et la résiliation pour non exécution. Les dates à prendre en compte pour une éventuelle révision de prix demeurent celles fixées par le marché.

Prolongation de délai

Une prolongation de délai pourra être accordée au cocontractant si les causes qui le mettent dans l'impossibilité de respecter les délais sont le fait de la personne publique ou proviennent d'évènements ayant le caractère de force majeure.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Propriété industrielle et intellectuelle

Le cocontractant garantit la personne publique contre les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Le cocontractant s'engage à faire cesser tous troubles qui en résulteraient.

Gestion générale

Le cocontractant indiquera à la personne publique, dès la notification du marché, les noms et attributions des principaux responsables de son exécution ainsi que les coordonnées du site de production.

Des réunions de calage de production pourront être organisées entre la personne publique et le cocontractant à des dates et à un rythme laissés à l'initiative de la personne publique sous réserve d'un préavis d'une semaine.

La personne publique fixera l'ordre du jour de ces réunions et élaborera le compte-rendu de celles-ci.

Suite à ce compte rendu, le cocontractant fournira les plannings de réalisation mis à jour.

Surveillance technique

Sous réserve d'un préavis adressé au cocontractant, les représentants accrédités de la personne publique peuvent se rendre dans les établissements du cocontractant et des sous-traitants et fournisseurs éventuels.

Leur visite sera limitée aux lieux d'exécution du projet.

Le cocontractant est chargé de prévenir les industriels concernés de ces visites.

Elles ont pour objet de contrôler, en fonction des clauses et spécifications techniques du marché, le déroulement des prestations.

Les actions à entreprendre, définies au cours des visites sont consignées dans le compte rendu établi en séance et signé par les parties en fin de visite.

Elles seront confirmées par la personne publique au cocontractant dans les 8 jours ouvrables.

La mise en œuvre de cette surveillance implique notamment :

- le libre accès des établissements du cocontractant dans lesquels s'effectuent ces prestations ;
- la mise à disposition dans ces établissements de moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de la mission ;
- que l'entité chargée de la surveillance soit avertie en temps voulu de l'exécution des opérations de vérifications auxquelles elle doit prendre part.

Le cocontractant s'engage à répercuter ces obligations dans les contrats qu'il conclut avec les sous-traitants et fournisseurs.

Ces dispositions ne peuvent conduire à un transfert de responsabilité des industriels vers la personne publique.

Garantie technique

Les aliments élaborés auront une DLUO qui ne sera jamais inférieure à 3 mois.

Les aliments élaborés sont de bonne qualité loyale et marchande et sont garantis contre tout vice caché.

Contrôles et réfaction

Deux analyses de la valeur alimentaire (minéraux et oligo éléments compris) seront effectuées par l'IFCE en début et milieu de marché, à la charge du cocontractant.

Les résultats d'analyse devront être conformes à ceux annoncés sur les étiquettes des sacs et les bons de livraisons.

En cas de contestation, une contre analyse pourra être demandée.

Concernant la valeur énergétique des aliments, tout écart supérieur à la précision de l'équation INRA, sera sanctionné par une pénalité de 0,02 euro/Kg livré par tranche de 0,01 UFC en défaut ; les frais d'analyse étant imputés au cocontractant en cas de non respect des valeurs attendues.

Modalités de réception des fournitures par la personne publique

L'admission est prononcée par la signature du bon de livraison qui vaut également transfert de propriété.

Formalités de transport

Le cocontractant est responsable de la qualité des emballages et des transports pour toutes les fournitures dans le cadre du présent marché.

Les frais éventuels d'emballage, de transport et d'assurance y afférents sont inclus dans les prix unitaires du présent marché.

La livraison et le transport devront se faire dans le respect de l'ensemble des règles de sécurité en vigueur. Ils devront notamment prendre en compte les règles de circulation des véhicules hors et dans l'enceinte de l'Etablissement ainsi que celles relevant des opérations de chargement/déchargement. Autant que faire se peut, les livraisons devront être organisées en amont (contact entre le livreur et l'Etablissement). En tout état de cause, un échange d'information doit

avoir lieu sur le site d'accueil afin de procéder à la livraison en toute sécurité. Il est entendu que le livreur ne pourra utiliser les équipements des Haras en l'absence d'un représentant qui supervisera les opérations.

Confidentialité

Le cocontractant qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel des renseignements, documents, ou objets quelconques est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent pas, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le personnel du cocontractant est astreint aux mêmes règles de discrétion que le personnel de l'établissement public l'Institut français du cheval et de l'équitation.

Le soumissionnaire s'engage à ne pas divulguer les informations concernant l'Institut français du cheval et de l'équitation, qu'il a obtenues par l'intermédiaire de ce dossier de consultation.

Assurance

Le cocontractant déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables du fait des fournitures objets du présent marché.

Les franchises souscrites par le cocontractant restent à sa charge exclusive.

Résiliation

Il sera fait application des dispositions du chapitre V du CCAG-MI.

Droit applicable

Le présent marché est régi par le droit français.

Cette disposition devra être répercutée par le cocontractant au niveau des ses sous-traitants et fournisseurs

Litiges

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers. Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, BP 207, Terrefort, 49411 Saumur cedex. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.